

[DOSSIER]

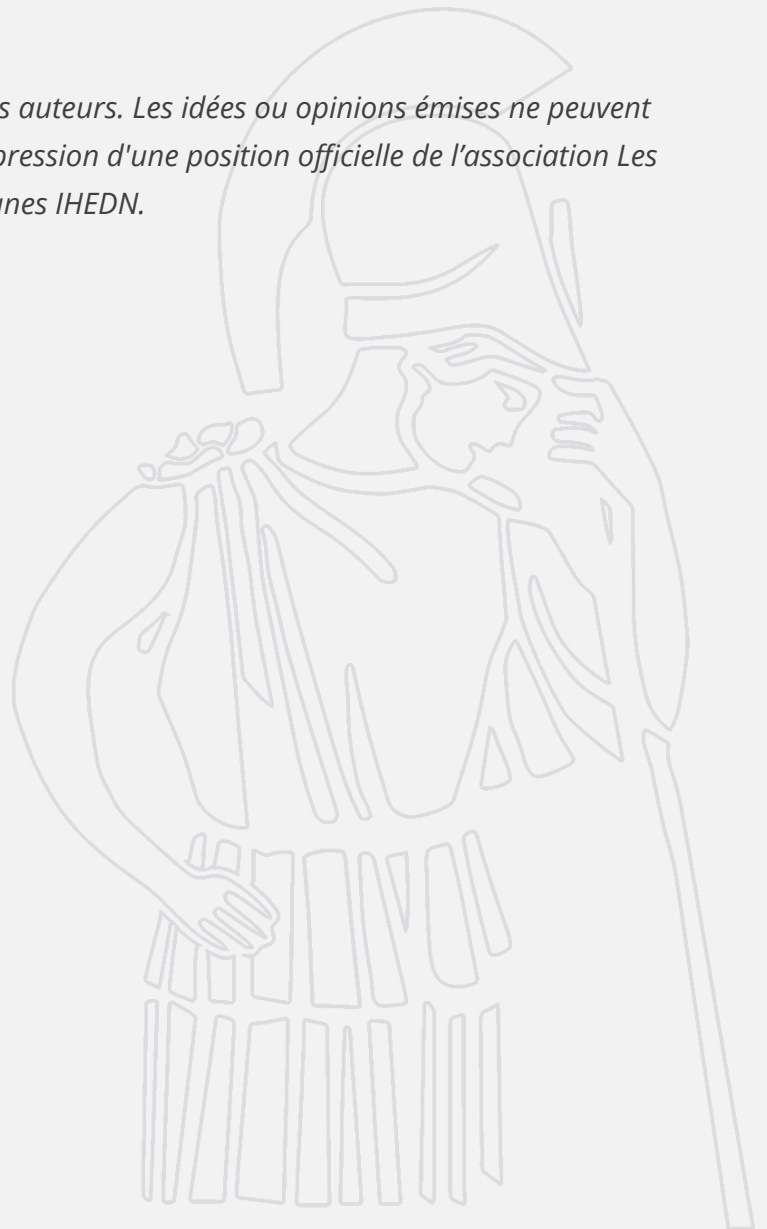
SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DES PAYS DU GOLFE

Par le comité MOMA



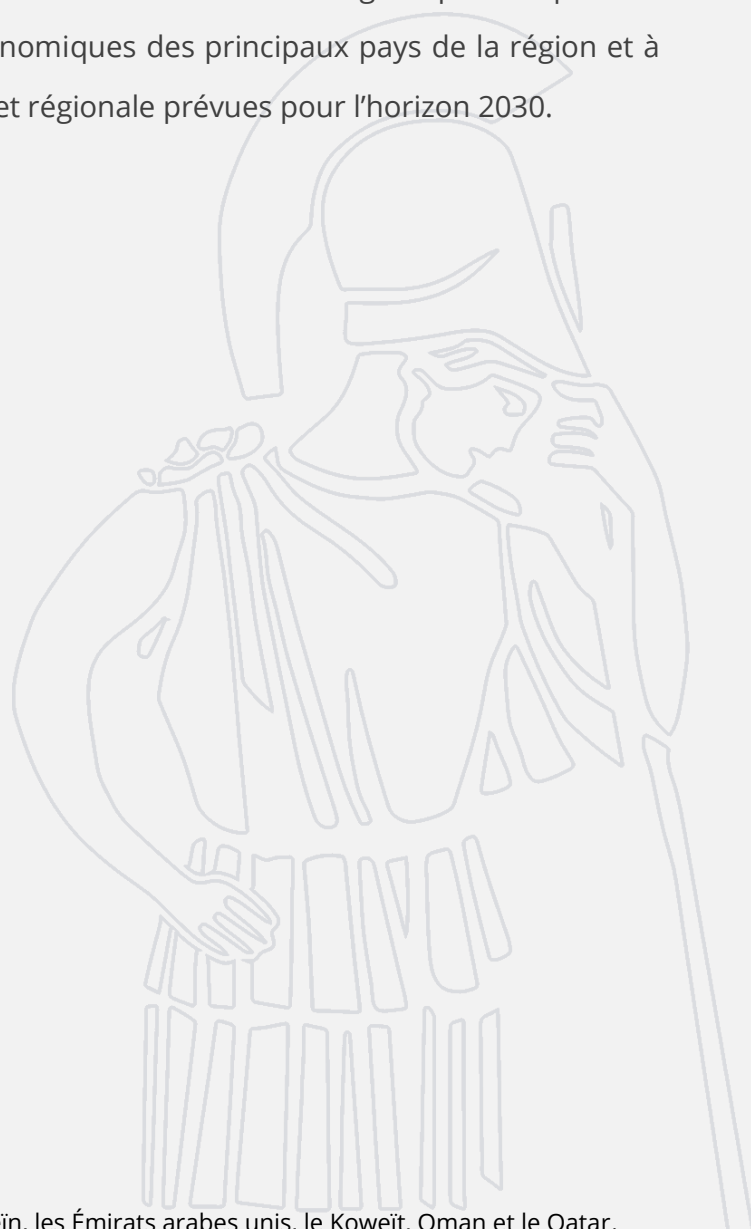
LES JEUNES
IHEDN

Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



PRÉFACE

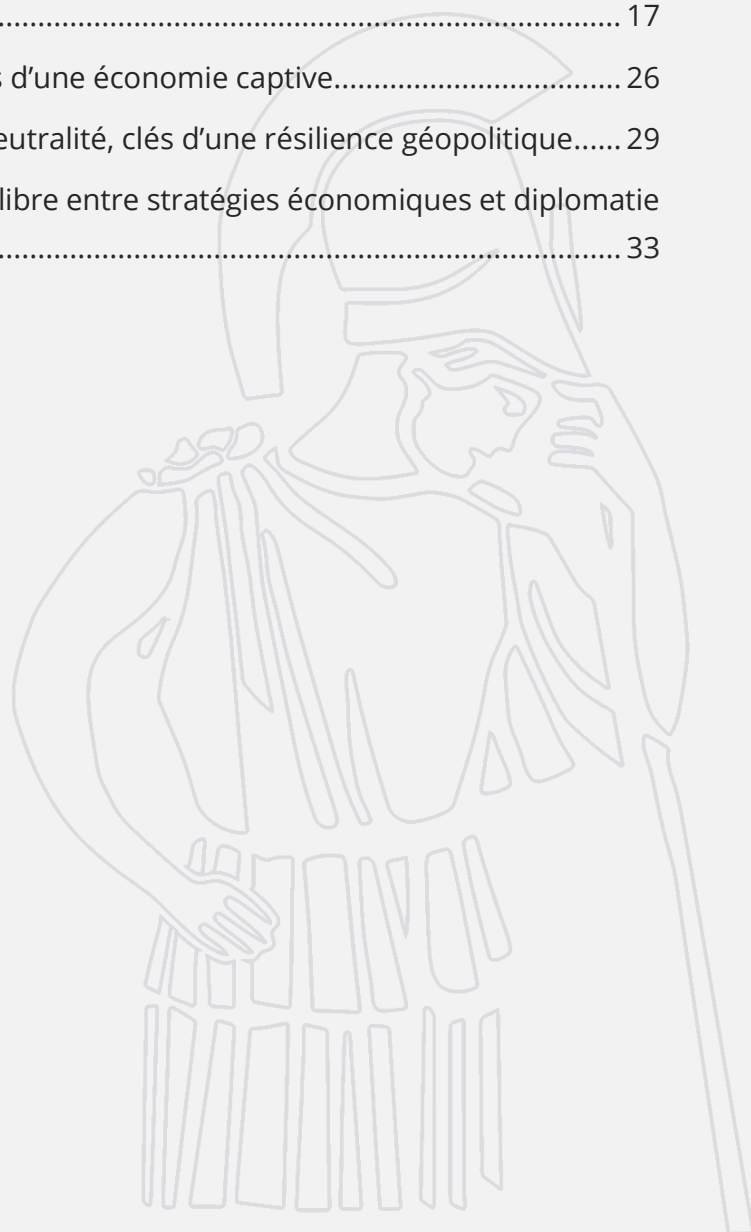
Le ralentissement économique connu en 2023 par la région du Golfe a permis aux différents pays de se saisir de la problématique des sources de revenus de la région. Le principal défi consiste à réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole, qui représente encore 70 à 90 % des exportations dans de nombreux pays de la région. En conséquence, les pays du Golfe¹ recherchent un véritable « *nation building* » et une diversification de leurs économies. Les projets régionaux ont également un retentissement international, ils suscitent l'intérêt d'investisseurs étrangers et influent sur les échanges diplomatiques. Ce dossier vise ainsi à saisir les enjeux économiques des principaux pays de la région et à comprendre leurs stratégies nationales et régionale prévues pour l'horizon 2030.



¹Les pays du Golfe sont : l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

SOMMAIRE

À propos du dossier.....	3
À propos des auteurs	5
Diversification économique de l' Arabie Saoudite , un rôle majeur du royaume wahhabite dans une région aux rivaux multiples.....	7
Diversification économique et enjeux géopolitiques : le rôle-clé de Bahreïn dans le golfe persique.....	11
Diversification économique aux Émirats arabes unis : entre avancées notables et défis persistants.....	17
Diversification du Koweït : les ambitions d'une économie captive.....	26
Oman : diversification économique et neutralité, clés d'une résilience géopolitique.....	29
La montée en puissance du Qatar : équilibre entre stratégies économiques et diplomatie dans le golfe persique	33



À PROPOS DES AUTEURS



Marie Habre est actuellement en master de relations internationales et d'arabe littéral à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et en alternance au sein de la Direction de la Mémoire, de la culture et des archives (DMCA). En septembre 2024, elle intègre le Comité Moyen-Orient et Monde Arabe (MOMA) des Jeunes IHEDN. Passionnée de géopolitique et d'histoire contemporaine du Moyen-Orient, elle se concentre plus précisément sur les enjeux de sécurité et de défense propres à la région ainsi qu'aux thématiques de terrorisme et de contre-ingérences. Elle a auparavant publié trois articles de recherche et d'analyse au sein du Centre français de recherche sur l'Irak.



Pauline Regazzi est originaire du sud de la France et est très intéressée par la géopolitique des mondes arabes. Pauline a effectué un parcours orienté vers cette région du monde lors de sa scolarité à l'IEP de Lyon, où elle eu la chance en fin de cursus de partir au Liban puis en Turquie, deux expériences extrêmement enrichissantes. Actuellement en spécialité Sécurité et Défense à Sciences Po, elle ambitionne de réaliser un semestre d'échange l'an prochain à l'Institut français du Caire dans le cadre de sa césure.



Élisabeth Chemin est actuellement étudiante en première année de Master d'Action Publique et Stratégies France-International à l'université Sorbonne-Paris-Nord. En septembre 2024, elle a intégré le comité Moyen-Orient & Monde Arabe (MOMA).



Théodore Rayane est étudiant à l'ILERI en troisième année et est membre de l'association des Jeunes IHEDN au sein du pôle Publications. Théodore est passionné par la région du Moyen-Orient, et par extension des problématiques religieuses, économiques et géopolitiques. Il s'oriente vers un master en Intelligence Économique, raison pour laquelle il a choisi de travailler sur un pays d'une région qu'il apprécie fortement en liant cela à des thématiques étatiques et de recherche de l'information économique.



Édouard Herbert est un étudiant en MBA Stratégie et Intelligence économique à l'École de Guerre Économique. Désireux de nourrir son intérêt sur le Moyen-Orient, il a rejoint le comité Moyen-Orient & Monde Arabe en septembre 2024.

[ARABIE SAOUDITE]

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE DE L'ARABIE SAOUDITE, UN RÔLE MAJEUR DU ROYAUME WAHHABITE DANS UNE RÉGION AUX RIVAUX MULTIPLES

L'Arabie Saoudite, située dans la péninsule arabique, est le plus grand pays du Moyen-Orient et une véritable puissance économique régionale grâce à ses vastes réserves de pétrole. Elle est bordée par la mer Rouge à l'ouest et le golfe Persique à l'est. Elle comprend des paysages variés allant des déserts immenses aux montagnes de l'Asir au sud-ouest. Ce royaume conservateur wahhabite est gouverné par la famille al Saoud et, est sous la conduite du prince héritier Mohammed ben Salmane depuis 2017².

Le royaume wahhabite joue un rôle-clé dans l'approvisionnement du monde en or noir. En 2022, l'Arabie saoudite était le premier exportateur de pétrole brut au monde avec près de 7,06 millions de barils par jour (Mb/j)³. L'Arabie saoudite possède également les plus vastes réserves de pétrole conventionnel de la planète. La découverte de pétrole en 1938 transforme l'Arabie saoudite et en fait une puissance économique mondiale. Membre de l'OPEP⁴, le pays connaît une période d'immenses revenus pétroliers dans les années 1970. Ces revenus sont principalement utilisés pour financer des plans quinquennaux d'investissement massifs en infrastructures tels que la construction de ports, de routes ou d'habitations. Bien que les exportations de pétrole restent cruciales, leur part dans le PIB diminue au fil du temps ; en particulier depuis la fin de la décennie 2010. Le gouvernement affirme sa volonté d'élargissement et d'enrichissement de ses sources de revenus au travers de la vision politico-économique « Vision 2030 »⁵. En réalité,

²RIGOULET-ROZE, David. *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*. Armand Colin, 2005. 312 p.

³Direction générale du Trésor. « Production et exportations de pétrole brut de l'Arabie saoudite en 2022 ». *Ministère de l'économie, des finances, de la souveraineté industrielle et numérique* [en ligne], 23 mars 2023 [consulté le 20/01/2025]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/c659799d-994c-4002-804c-c86b0fab995f/files/af5b42df-b375-4190-a56b-a4e61df8410b#:~:text=En%202022%2C%20elle%20a%20repr%C3%A9sent%C3%A9,75%20Mb%2Fj%20en%202022.>

⁴Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

⁵Direction générale du Trésor. « Vision 2030 : bilan à mi-parcours ». *Ministère de l'économie, des finances, de la souveraineté industrielle et numérique* [en ligne], 23 juin 2024 [consulté le 20/01/2025]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SA/etat-d-avancement-de-la-vision-2030-en-arabie->

Mohammed ben Salmane (MBS) agit en réaction au creusement constant de son déficit budgétaire (100 milliards de dollars en 2015 soit 20 % du PIB⁶). Selon lui, le modèle économique de l'Arabie saoudite ne doit plus être exclusivement dépendant des revenus pétroliers ; d'autant plus que les réserves de change ne cessent de réduire passant de 750 milliards de dollars en 2014 à moins de 500 milliards en 2017⁷. Cette révolution économique vise ainsi à préparer « *l'après-pétrole* ».

Cette vision est un plan stratégique lancé par l'Arabie Saoudite en 2016 visant à diversifier son économie mais également à diminuer sa dépendance à l'or noir. Bien qu'en 2022, les recettes d'exportation de pétrole de l'Arabie saoudite ont atteint 325 milliards de dollars, le gouvernement est bien conscient qu'il est nécessaire de préparer l'après-pétrole. Le programme ambitieux « Vision 2030 » vise ainsi à réduire progressivement sa dépendance aux revenus pétroliers. Cette démarche est marquée par une augmentation notable des exportations non pétrolières, qui sont passées de 27 % des exportations totales de biens et services en 2022 à 33 % en 2023⁸. Le secteur du tourisme, en particulier, a joué un rôle-clé dans cette diversification. Depuis 2018, les recettes touristiques (tourisme religieux ou non) ont connu une forte croissance : atteignant 36 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation impressionnante de 43 % par rapport à l'année précédente⁹. Par ailleurs, le tourisme religieux est la deuxième source de revenus du pays et MBS compte bien augmenter le nombre de visiteurs religieux de 9 à 30 millions d'ici 2036. Néanmoins, le royaume saoudien compte libéraliser ses mœurs pour accueillir du tourisme non-religieux et ainsi varier ses sources économiques. Ceci passera comme un projet culturel près des tombes nabatéennes d'Al Ula ou un centre balnéaire sur la mer Rouge, pour attirer une clientèle internationale et locale. L'Arabie saoudite prévoit également un futur spot de tourisme d'aventure dit « *Le Rig* ». Cette station de vacances sera installée sur une

[saoudite#:~:text=Le%20d%C3%A9veloppement%20du%20secteur%20priv%C3%A9,par%20rapport%20au%20T4%202022\)](#)

⁶TOUAZI, François-Aïssa. « Vision 2030 : le projet du siècle ». *Revue Politique Internationale* [en ligne], 2019. Disponible sur : <https://politiqueinternationale.com/revue/n165-larabie-tentee-par-la-reforme/dossier-special/vision-2030-le-projet-du-siecle>.

⁷*Ibid.*

⁸Direction générale du Trésor. « Vision 2030 : bilan à mi-parcours », *op. cit.*

⁹Direction Générale du Trésor. « Brèves économiques de l'Arabie saoudite et du Bahreïn – Semaine du 22/09 au 26/09 ». *Ministère de l'économie, des finances, de la souveraineté industrielle et numérique* [en ligne], 26 septembre 2024 [consulté le 20/01/2025]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2024/09/26/breves-economiques-de-l-arabie-saoudite-et-du-bahrein-semaine-du-22-09-au-26-09>.

station pétrolière. En investissant dans des infrastructures touristiques, des projets culturels et des destinations internationales, l'Arabie saoudite souhaite remodeler son image à l'échelle mondiale et attirer un large éventail de visiteurs et ce, tout en renforçant sa résilience économique face aux fluctuations du marché pétrolier.

Parallèlement, les recettes publiques non pétrolières représentent désormais 37,8 % des recettes totales en 2023, en progression continue depuis l'introduction de la TVA en 2018. En effet, face à la baisse du prix du pétrole associé à l'augmentation des dépenses publiques, le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) a décidé de l'instauration d'une telle taxe sur la valeur ajoutée dans six pays du Golfe : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Ainsi, le 1^{er} janvier 2018, l'Arabie saoudite ainsi que les Émirats arabes unis ont instauré une TVA de 5 % sur leurs produits et leurs services¹⁰.

Dans le domaine de l'emploi, des progrès significatifs ont été réalisés pour diminuer la dépendance à la main-d'œuvre étrangère et pour renforcer la participation des Saoudiens dans le secteur privé, qui atteint désormais 22,4 % de la main-d'œuvre privée. Les efforts pour intégrer les femmes dans le marché du travail ont également contribué à cette transformation¹¹.

Une plus grande liberté de la femme est également un des points du plan « Vision 2030 ». En effet, Mohammed ben Salmane multiplie les actions en faveur d'une autonomisation des femmes en les intégrant dans la société civile. Le secteur public s'est d'ailleurs vu contraint d'ouvrir des postes réservés à celles-ci. À titre d'exemple le ministère de la justice a ainsi recruté 300 femmes supplémentaires en tant qu'assistantes sociales, assistantes administratives, analystes de jurisprudence islamique¹². En outre, les Saoudiennes ont désormais la possibilité de créer leur entreprise sans l'autorisation de leur tuteur.

¹⁰Direction Générale du Trésor. « Brèves économiques de l'Arabie saoudite et du Bahreïn - Semaine du 22/09 au 26/09 », *op. cit.*

¹¹Bureau Business France de Ryad. « Vision 2030 : Transcender les frontières culturelles en Arabie Saoudite ». *Team France Export* [en ligne], octobre 2023 [consulté le 20/01/2025]. Disponible sur : <https://www.teamfrance-export.fr/infos-sectorielles/27823/27823-vision-2030-transcender-les-frontieres-culturelles-en-arabie-saoudite>.

¹²DEVAUX, Louise. « Arabie Saoudite : Vision 2030. La place des femmes dans l'économie saoudienne. Une ambition loin de la réalité ? ». *Les cahiers IPMED La Verticale* [en ligne], janvier 2020 [consulté le 20/01/2025]. Disponible sur : https://www.ipmed.coop/adminipemed/media/fich_article/1585235264_cahiersn24-place-des-femmes-as.pdf.

Sur le plan industriel, l'Arabie saoudite accélère le développement de ses capacités avec une augmentation du nombre d'usines, qui est passé de 7 206 en 2017 à 11 600 en 2023. Elle a pour objectif d'atteindre le nombre de 36 000 usines d'ici à 2035¹³. Enfin, les énergies renouvelables occupent une place centrale dans le programme de Vision 2030 : le but est d'atteindre une capacité de 130 GW d'ici 2030, avec une répartition de 50 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique¹⁴. Ces efforts illustrent certainement la volonté du Royaume de bâtir une économie résiliente et diversifiée, moins dépendante des fluctuations des prix du pétrole.

L'Arabie saoudite s'engage résolument dans une transformation profonde de son modèle économique et social avec le programme Vision 2030 au travers de la réduction de sa dépendance au pétrole mais également via la diversification de ses sources de revenus. Les investissements massifs dans les secteurs non pétroliers tels que le tourisme, l'industrie, et les énergies renouvelables permettent à l'Arabie saoudite de se positionner comme un acteur influent et modernisé sur la scène internationale. Ces évolutions démontrent que l'Arabie Saoudite qui, tout en conservant ses valeurs et son rôle régional, aspire à se préparer pour un avenir durable, compétitif et résilient, moins vulnérable aux fluctuations du marché pétrolier mondial.

Rayane Théodore.

¹³Direction générale du Trésor. « Vision 2030 : bilan à mi-parcours », *op. cit.*

¹⁴Direction générale du Trésor. « Vision 2030 : bilan à mi-parcours », *op. cit.*

[BAHREÏN]

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET ENJEUX GÉOPOLITIQUES : LE RÔLE-CLÉ DE BAHREÏN DANS LE GOLFE PERSIQUE

Contexte historique

Le Bahreïn, auparavant sous protectorat britannique, devient indépendant le 14 août 1971¹⁵. Cette royauté fut, par ailleurs, l'objet de rivalités tribales entre les monarchies du Golfe, notamment celles de Mascate, du Koweït et du royaume wahhabite, ayant conduit les Britanniques à intervenir dans le Golfe persique afin de sécuriser la route commerciale des Indes. Les Perses durent également renoncer à leurs convoitises sur cet archipel du Golfe persique. Cette monarchie a été fondée par le cheikh Ahmad Ibn Muhammad al Khalifa en 1783 après avoir évincé les Perses qui occupèrent ce territoire du XVII^e au XVIII^e siècle.

Bien que la population soit majoritairement chiite (environ 70 %), la gouvernance est dominée par une élite sunnite. La monarchie bahreïnie, dirigée par Cheikh Issa Ibn Salman al Khalifa (1961-1999), a connu une brève expérience parlementaire entre 1972 et 1975, interrompue par la dissolution de l'assemblée en raison de tensions avec l'opposition. En 1992, un Conseil consultatif a été instauré pour pallier l'absence d'organes représentatifs. Son successeur, Hamad Ibn Issa al Khalifa, transforme la monarchie absolue en monarchie constitutionnelle en 2001, rétablit l'assemblée nationale et devient roi en 2002. Sous son règne, des réformes significatives sont introduites : élections municipales et législatives, droit de vote pour les femmes et la désignation de deux femmes au gouvernement en 2004, dont Nada Haffaz, nommée Ministre de la Santé du royaume de Bahreïn¹⁶.

La découverte des premiers gisements pétroliers remonte à 1931 et la première raffinerie de pétrole a été installée par la compagnie nationale du pétrole du Bahreïn (Bapco) dès

¹⁵ CHAIGNE-LOUDIN, Anne-Lucie. « Bahreïn ». *Les Clés du Moyen-Orient* [en ligne], 1^{er} février 2010. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Bahrein.html>.

¹⁶ « Golfe, Nada Haffaz, première femme ministre à Bahreïn ». *L'Orient Le Jour* [en ligne], 22 avril 2000 [consulté le 09/01/2025]. Disponible sur : https://www.lorientlejour.com/article/474124/GolfeNada_Haffaz%252C_premierefemme_ministre_a_Bahrein.html.

1936. Les revenus pétroliers assurent un avantage comparatif indéniable au royaume du Bahreïn, contrairement aux autres émirats qui découvrent des gisements pétroliers un peu plus tard (1938 pour le Koweït, 1939 pour le Qatar). Cette croissance des recettes pétrolières est à mettre en corrélation avec le déclin progressif de l'industrie perlière¹⁷. En effet, l'exportation de perles à Bahreïn a fortement diminué entre 1938 et 1942, passant de 224 039 USD en 1938 à 97 129 USD en 1940, puis à 76 000 USD en 1942.

Toutefois, ce n'est qu'en 1956, date de la nationalisation du Canal de Suez par le général Gamal Abdel Nasser, que le Royaume-Uni décide d'intensifier ses capacités militaires dans le Golfe persique, et plus précisément à Bahreïn, mais finit par se retirer de la région en 1971 en raison de restrictions budgétaires.

La stratégie économique du Bahreïn : un hub financier au Moyen-Orient

Considérée comme une plaque tournante de la finance internationale au Moyen-Orient, le Bahreïn entend diversifier ses investissements et mise sur des secteurs-clés tels que la finance, l'industrie, le tourisme, l'informatique et les nouvelles technologies, le transport et la logistique¹⁸. À titre informatif, le secteur financier ne dénombre pas moins de quatre-cent banques et institutions financières auxquelles s'ajoutent vingt-huit banques islamiques implantées depuis les années 1980¹⁹.

Depuis 2001, le Bahreïn sert de *hub* régional de la banque pour l'ensemble géographique Afrique du Nord - Moyen-orient (ANMO)²⁰. Engagée dans un processus de modernisation et de diversification permanente, le secteur bancaire représente ainsi 17 % du PIB du Bahreïn. Sa proximité géographique avec l'Arabie Saoudite permet à cette monarchie d'accueillir un certain nombre de banques internationales sur son territoire dont BNP

¹⁷RODOLFO, Claudine. « Le golfe Persique : situation actuelle et perspectives d'avenir ». *Institut Français des relations internationales (IFRI)* [en ligne], 1969 [consulté le 25/12/2024]. Disponible sur : <https://doi.org/10.3406/polit.1969.6081>
https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1969_num_34_5_6081.

¹⁸« Bahreïn, une économie diversifiée ». *Entreprendre à l'international* [en ligne], mai-juin 2018 [consulté le 25/12/2024]. Disponible sur : <https://bahrein.cnccef.org/wp-content/uploads/sites/140/2020/12/Rapport-CCE-Bahrein.pdf>.

¹⁹LIZIN, Anne-Marie. « Le Bahreïn : enjeux et avenir Entretien avec Son Excellence Nasser el-Belooshi, ambassadeur du Royaume du Bahreïn en France ». *Outre-Terre* [en ligne], 1^{er} septembre 2011 [consulté le 26/12/2024]. Disponible sur : <https://doi.org/10.3917/oute.029.0501>.

²⁰DE TINGUY, Jean & HAMENTHIENNE, Michel. « Banques, un secteur dynamique ». *Entreprendre à l'international* [en ligne], mai-juin 2018 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : <https://bahrein.cnccef.org/wp-content/uploads/sites/140/2020/12/Rapport-CCE-Bahrein.pdf>.

Paribas, *Citi Standard Chartered* et HSBC, ainsi que des banques locales et régionales. Cette modernisation permanente du secteur bancaire a été conduite par la Banque centrale du Bahreïn sensible aux enjeux de cybersécurité et désireuse d'attirer des investissements étrangers du secteur *Fintech*. La création de la *Fintech Bay* de Bahreïn en étroite coopération avec BNP Paribas s'inscrit ainsi dans cette logique de modernité et de compétitivité du secteur financier.

Les investissements étrangers directs (IDE) à Bahreïn ont connu une forte croissance : passant d'une moyenne annuelle de 458 millions de dollars entre 1990 et 2000 à 941 millions de dollars entre 2001 et 2006 pour finir par atteindre 329 millions de dollars en 2017. Considérée comme étant l'une des économies les plus libres, attractives et diversifiées du Moyen-Orient, le Bahreïn entreprend une politique d'assouplissement des IDE afin de favoriser l'installation de zones franches fiscales et réglementaires²¹. Créé en 2004, le *Dubai International Financial Centre* (DIFC) aspire à devenir la principale place financière du Golfe. Cette zone franche offre une supervision financière intégrée, inspirée des pratiques et normes de la City de Londres. La législation bahreïnite permet également à un investisseur étranger de détenir la totalité du capital d'une société²².

De surcroît, le Fonds Monétaire International (FMI) a conduit une mission au Bahreïn du 29 septembre au 10 octobre 2023 à Manama au titre de l'Article IV des Statuts du FMI²³. Il en ressort une augmentation de 3 % du PIB réel de Bahreïn et une baisse de l'inflation de 0,1 %, en plus de prévisions de croissance estimées à 3 % en 2024 et 3,5 % en 2025. Ces conjonctures économiques s'expliquent, en partie, par une progression du secteur non-pétrolier de 3 % par an et une diversification de l'économie bahreïnienne axée vers une croissance verte et davantage inclusive.

²¹ADNOT, Philippe ; ARTHUIS, Jean ; DALLIER, Philippe ; DE MONTESQUIOU, Aymeric ; MARINI, Philippe & MOREIGNE, Michel. « Le nouvel "âge d'or" des fonds souverains au Moyen-Orient ». *Commission des finances, Sénat* [en ligne], 2007-2008 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : <https://www.senat.fr/rap/r07-033/r07-033-syn.pdf>.

²²LIZIN, Anne-Marie, *op. cit.*

²³Direction générale du Trésor. « Finance is the limit - Brèves Économiques de la Péninsule Arabique - Semaine du 27 octobre au 3 novembre 2024 ». *Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique* [en ligne], 31 octobre 2024 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2024/10/31/finance-is-the-limit-breves-economiques-de-la-peninsule-arabique-semaine-du-27-octobre-au-3-novembre-2024>.

Enjeux économiques de libéralisation et d'ouverture capitalistique

L'axe principal de la politique économique du Bahreïn est la sortie de la dépendance du pays aux fluctuations des cours mondiaux du pétrole qui représentent actuellement 25 % du PIB²⁴. L'employabilité de la population active bahreïnite est une des priorités du gouvernement du Bahreïn qui entend lever les obstacles aux IDE et encourager l'attractivité et le développement du secteur privé. Cela est d'autant plus primordial pour une population estimée à 1,3 million d'habitants et dans un contexte d'accueil de 70 % de main-d'œuvre étrangère plaçant le royaume dans une situation de vulnérabilité face aux variations des flux internationaux des expatriés.

Pour atteindre les objectifs de libéralisation et de modernisation de son économie, le Bahreïn s'appuie sur ses avantages comparatifs (système bancaire, tourisme, nouvelles technologies, proximité avec l'Arabie Saoudite...) mais avant tout sur sa position géostratégique à cheval sur l'Afrique, l'Asie et l'Europe faisant de ce dernier un « *carrefour commercial* »²⁵. Grâce à la libéralisation et à l'ouverture du marché bahreïni, la part des télécommunications dans le PIB du Bahreïn a doublé passant de 3,5 % à 7 % en 10 ans²⁶. Il en est de même pour le secteur touristique qui représente 75 % des flux des IDE entrants pour l'année 2016 ainsi que 6,7 % du PIB de l'économie nationale. Ce faisant, le tourisme fait partie des cinq piliers prioritaires de développement de l'économie du Bahreïn figurant dans le projet quidriennal Vision 2030 lancé en 2008 et orienté vers une stratégie d'ouverture aux groupes régionaux dans le secteur des télécommunications.

Enfin, le Bahreïn est considéré comme étant un pivot régional du marché de l'assurance et ce, dès les années 1950 comme le démontre l'installation de compagnies étrangères d'assurance, dont la société française AXA implantée dans le Golfe persique depuis les années 1970²⁷. Par ailleurs, la Banque centrale du Bahreïn (CBB) occupe le rôle de

²⁴ADNOT, Philippe ; ARTHUIS, Jean ; DALLIER, Philippe ; DE MONTESQUIOU, Aymeric ; MARINI, Philippe & MOREIGNE, Michel, *op. cit.*

²⁵LIZIN, Anne-Marie, *op. cit.*

²⁶DURAND, Jean-Christophe. « Télécoms, libéralisation du marché ». *Entreprendre à l'international* [en ligne], mai-juin 2018 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : <https://bahrein.cncccf.org/wp-content/uploads/sites/140/2020/12/Rapport-CCE-Bahrein.pdf>.

²⁷PLUCHET, Vincent. « Assurances, un marché éclaté ». *Entreprendre à l'international* [en ligne], mai-juin 2018 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : <https://bahrein.cncccf.org/wp-content/uploads/sites/140/2020/12/Rapport-CCE-Bahrein.pdf>.

régulateur du secteur de l'assurance depuis 2002 en y organisant un cadre réglementaire optimal. Un peu plus de 150 entreprises affiliées au secteur de l'assurance sont ainsi présentes au Bahreïn depuis 2016, bien que ce secteur fut légèrement impacté par la baisse des cours du pétrole.

Sécurité économique et géopolitique

Avec une superficie d'environ 760 km² et composé d'un archipel de trente-trois îles, la monarchie insulaire du Bahreïn doit impérativement protéger son territoire d'une quelconque agression iranienne. Dans cette logique de rivalité saoudo-iranienne, Bahreïn a conclu un pacte de défense commune le 31 décembre 2000 avec l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis et Oman²⁸. Sur le plan économique, un pacte de monnaie commune (prévu pour 2010) est signé simultanément entre les six émirats du Golfe. Bahreïn, membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG), a accueilli les sommets de décembre 2004 et 2005, dont le second en partenariat avec le CCG et l'Union européenne.

Par conséquent, sécurité économique et géopolitique sont étroitement liés comme le souligne la signature des accords d'Abraham du 15 septembre 2020 entre les Émirats arabes unis, Bahreïn et Israël²⁹. Ces accords ont surtout mis en avant la nécessité de diversifier des partenariats régionaux et internationaux pour garantir une sécurité économique aux monarchies du Golfe et contrer les menaces sécuritaires en provenance de l'Iran. Ils ont octroyé un cadre favorable à l'installation de collaborations économiques stratégiques entre Bahreïn et Israël dans des domaines-clés comme les technologies avancées et les énergies renouvelables. Ils renforcent le rôle de Bahreïn en tant que *hub* régional, attirant des investissements et des partenaires commerciaux tout en permettant sa résilience économique. Enfin, ces accords offrent une opportunité de diversifier l'économie bahreïnie et d'intégrer les dynamiques économiques mondiales, mais

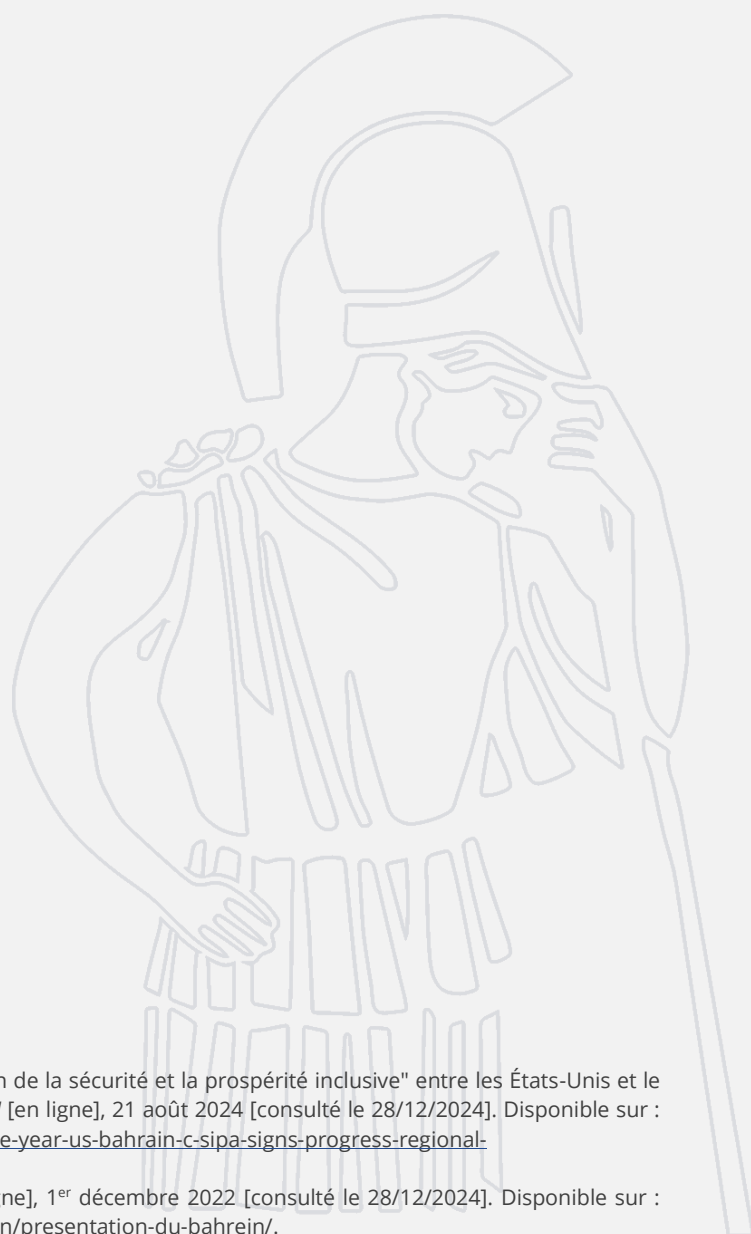
²⁸CHAIGNE-LOUDIN, Anne-Lucie, *op. cit.*

²⁹BURDY, Jean-Paul. « Bahreïn, les accords d'Abraham et Gaza ». *Les Clés du Moyen-Orient* [en ligne], 20 octobre 2023 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Bahrein-les-accords-d-Abraham-et-Gaza.html>.

éventuellement un équilibre entre les ambitions économiques des petites monarchies du Golfe et l'Arabie Saoudite.

Bahreïn a également signé un pacte bilatéral avec les États-Unis en 2023, portant sur un « Accord global de sécurité, d'intégration et de prospérité » dans l'objectif de renforcer les échanges de renseignement, les échanges commerciaux, de technologies et de sécurité des réseaux³⁰. Ce pacte vise avant tout à promouvoir la prospérité générale et la sécurité économique du royaume bahreïni dans le cadre d'une relation « *stratégique* » entretenue avec les États-Unis³¹.

Marie Habre.



³⁰DENT, Elizabeth. « Un an sur l'« Accord sur l'intégration de la sécurité et la prospérité inclusive » entre les États-Unis et le Bahreïn : signes de progrès et potentiel régional ». *TWIL* [en ligne], 21 août 2024 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/one-year-us-bahrain-c-sipa-signs-progress-regional-potential?utm_source=chatgpt.com.

³¹« Présentation du Bahreïn ». *France Diplomatie* [en ligne], 1^{er} décembre 2022 [consulté le 28/12/2024]. Disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/bahreïn/presentation-du-bahreïn/>.

[ÉMIRATS ARABES UNIS]

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE AUX ÉMIRATS ARABES UNIS : ENTRE AVANCÉES NOTABLES ET DÉFIS PERSISTANTS

Introduction

La raréfaction du niveau de pétrole et de gaz restant dans les réserves dans le monde laisse entrevoir une évolution majeure dans notre système économique mondial. Les Émirats arabes unis, qui ont produit en 2023 3,9 % du pétrole et 1,4 % du gaz naturel dans le monde³², font face, comme les autres pays du Conseil de Coopération du Golf (CCG), à une forte pression sur leur économie. En effet, représentant 27,6 % de son PIB en 2022³³, le secteur de l'extraction de ressources naturelles domine encore de loin les autres comme le commerce de gros et de détail ou encore le secteur manufacturier. Du fait de leur niveau de sensibilité, les données concernant les niveaux de pétrole et de gaz restants dans les réserves aux Émirats arabes unis sont pauvres³⁴.

La *Abu Dhabi National Oil Company* (ADNOC) a annoncé vouloir augmenter la production à hauteur de 5 millions de barils/jour en 2027³⁵. Malgré cette augmentation, il n'en reste pas moins que ces ressources ne sont pas illimitées et que le pays va être progressivement exposé à la raréfaction de ces ressources. Pour preuve, de nombreux articles issus de la littérature scientifique ont montré que, malgré le fait qu'il y ait de nombreux autres facteurs dont dépendent l'économie des Émirats arabes unis, l'impact des différentes baisses du prix du baril de pétrole sur l'économie du pays reste majeur³⁶. Une entreprise de diversification a ainsi été pensée depuis 2010 à travers le projet « Vision

³² « Statistical review of World Energy ». *Energy Institute* [en ligne], 2024 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : www.energyinst.org/_data/assets/pdf_file/0006/1542714/684_EI_Stat_Review_V16_DIGITAL.pdf.

³³ « UAE GDP & Growth ». *UAE-Embassy* [en ligne], 1^{er} décembre 2024 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://www.uae2embassy.org/uae-gdp-growth>.

³⁴HAN, Eric & PETERSON, Kimberly. « United Arab Emirates invests to meet 2027 crude oil capacity production goal ». *US Energy Information Administration* [en ligne], 5 février 2024 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=61365>.

³⁵« United Arab Emirates invests to meet 2027 crude oil production capacity 4 goal ». *US Energy Information Administration* [en ligne], 5 février 2024 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=61365#>.

³⁶MALKAWI, Bashar H. & SWEIDAN, Osama. « The effect of oil price on United Arab Emirates goods trade deficit with the United States ». *Energy Studies Review* [en ligne], 2011 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1353/wp.2001.001158>.

2021 », qui a pour ambition d'atténuer cette dépendance aux fluctuations du prix du pétrole. Cette politique économique a permis à l'économie de tenir le coup face au choc pétrolier entre 2016 et 2017, avec notamment une croissance du PIB estimé à 5,6 % sur l'exercice 2016³⁷ compte tenu des bons résultats du marché boursier (respectivement l'*Abu Dhabi Securities Exchange (ADX)*)³⁸. Cette crise des prix du pétrole est survenue à l'époque en raison d'un niveau de production bien supérieur à la demande du marché. La chute du prix du baril de Brent qui a suivi a pu être difficilement réglée, entre autres à cause de l'incertitude quant au respect de certains pays signataires de l'accord OPEP et non-OPEP visant à baisser le niveau de production. Ce marasme a également reflété les tensions géopolitiques entre trois des principaux pays exportateurs de pétrole que sont l'Iran, la Russie et l'Arabie Saoudite³⁹.

Les Émirats arabes unis ont une organisation étatique différente de celle des autres États de la région. Les émirats qui la composent ont bien plus de liberté pour mener leur politique. Néanmoins, il existe réellement une hiérarchie entre eux vis-à-vis du pouvoir politique et économique. C'est en effet dans ces deux États que se déroule la majeure partie des activités économiques du pays. Le pays est largement dominé par Abu Dhabi, dirigé par la famille al Nahyan, et Dubaï, avec la famille al Maktoum. Ces familles occupent les postes-clés (présidence, vice-présidence) du « Conseil Fédéral Suprême », l'organe étatique détenant le pouvoir exécutif et législatif sur le plan fédéral. Cela leur permet d'orienter les décisions politiques et de garder un certain contrôle sur les affaires du pays.

L'analyse cherchera à analyser comment les Émirats arabes unis ont optimisé leurs excédents financiers liés à la rente pétrolière et gazière pour diversifier leur économie.

Pour répondre à ces questions, une première partie sera consacrée à l'analyse de la gestion historique des surplus réalisés grâce à l'industrie pétrolière et gazière aux Émirats

³⁷ « Croissance du PIB (% annuel) - United Arab Emirates ». *Groupe de la Banque Mondiale* [en ligne], 2023 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=AE>.

³⁸ BANERJEE, Rachna & MAJUMDAR, Sudipa (2021). « The Effect of Non-Oil Diversification on Stock Market Performance: The Role of FDI and Oil Price in the United Arab Emirates ». *Journal of Asian Finance Economics and Business* [en ligne], 30 avril 2021 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://koreascience.kr/article/JAKO202109554061257.page>.

³⁹ AOUN, Marie-Claire. « 2017 : une année empreinte d'incertitudes pour l'industrie pétrolière et gazière ». *Institut Français des relations internationales (IFRI)* [en ligne], 9 janvier 2017 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/presse-contenusrepris-sur-le-site/2017-une-annee-empreinte-dincertitudes-pour-lindustrie>.

arabes unis. L'ambition est de savoir comment celle-ci s'est constituée et comment elle a été mise en place. Une seconde partie mettra en lumière les problèmes inhérents à la société émiratie et à la manière dont les élites politiques et économiques cherchent à poursuivre leurs efforts de diversification. La mise en valeur du territoire national ainsi que l'ouverture aux investissements étrangers seront étudiées.

La gestion historique des surplus financiers

La diversification mise en place par les Émirats arabes unis a permis à son économie d'être l'une des plus dynamiques de la région. En effet, malgré les conflits dans la région et le contexte particulièrement tendu, les prévisions de croissance du PIB pronostiquent une augmentation de 5,1 % sur l'exercice 2025⁴⁰. Cette bonne santé économique reflète l'efficacité de cette stratégie de diversification de l'économie. La part du PIB lié au secteur pétrolier diminue, si bien qu'en 2023, malgré une perte de -3,3 % sur le PIB dans ce secteur - qui s'explique notamment par la décision commune des pays membres de l'OPEP de diminuer la production afin de soutenir les prix - les Émirats arabes unis ont réussi à obtenir une croissance générale du PIB de +3,1 %⁴¹.

La diversification à travers la redistribution des surplus dans les circuits financiers mondiaux

Pour expliquer le fait que les Émirats arabes unis étaient en 2022 l'économie la plus diversifiée des pays du GCC, il faut retracer les mécanismes de leur stratégie. Historiquement, ces surplus ont toujours été réinvestis et introduits dans les flux mondiaux de la finance ; participant de manière non-négligeable à l'équilibre de l'ordre international capitaliste. À titre d'exemple, les *Euromarkets* ont été une des premières cibles de ces investissements dans les années 1950 à 1960. Comme aucun texte légal ne les encadrerait, ces investissements, qui étaient exemptés d'impôts, ont largement soutenu

⁴⁰ « United Arab Emirates ». *International Monetary Fund* [en ligne], [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://www.imf.org/en/Countries/ARE>.

⁴¹ DEVAUX, Pascal. « Émirats Arabes Unis : Quelle stratégie face au risque de transition ». *BNP Paribas* [en ligne], 2024 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://economic-research.bnpparibas.com/html/fr-FR/Emirats-Arabes-Unis-strategie-face-risque-transition-02/05/2024,49557#:~:text=La%20strat%C3%A9gie%20de%20la%20f%C3%A9d%C3%A9ration,et%20de%20diversifier%20les%20exportations>.

la consolidation de l'internationalisation de la production en ce qu'ils permettaient aux banques d'augmenter leur capacité d'emprunt. En outre, la puissance américaine a pu bénéficier des investissements massifs dirigés vers les titres délivrés par le Trésor américain en échange d'un appui militaire et politique. Durant ces vingt dernières années, les flux d'excédents financiers ont été des acteurs majeurs dans le maintien des déséquilibres qui ont caractérisé l'économie mondiale entre les pays occidentaux et le reste des pays producteurs. L'insertion de ces investissements des pays du Golfe, dont les Émirats arabes unis, dans l'architecture des marchés financiers internationaux a marqué leur avènement parmi les pôles d'accumulation émergents.

Les Émirats arabes unis se sont ainsi assurés une certaine sécurité financière vis-à-vis de leur dépendance aux hydrocarbures tant ces investissements se sont diversifiés au fil des années. Qu'ils soient investis dans des places financières internationales comme à Londres, dans des constructeurs automobiles via Daimler ou Volkswagen notamment, dans des compagnies minières et d'extraction de ressources naturelles telles que Glencore ou CEPSA, ou encore des compagnies aériennes comme Alitalia. La variété de leurs investissements a garanti une base solide générant d'importants revenus pour les différentes entités investissant ces surplus.

L'utilisation des surplus dans la création de puissants conglomérats

Dans un second temps, les recettes liées à l'exportation des hydrocarbures et aux investissements financiers ont été utilisées pour développer des conglomérats⁴² dans deux autres domaines : l'industrie et la construction. Chaque conglomérat connecte ses ramifications entre elles pour les rendre plus compétitives dans leur secteur propre. Ils ont ainsi pu se développer à travers toute la région Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord⁴³. Le groupe Al Jaber, dirigé par l'homme d'affaires Obaid Khalifa Jaber al Murri, est

⁴²Un conglomérat est un groupe de sociétés industrielles et commerciales dont les activités sont très différentes.

⁴³HANIEH, Adam. « Visions of Capital: The GCC and the "New Normal" ». *Money, Markets and monarchies: The Gulf Cooperation Council and the Political Economy of the Contemporary Middle East*, 27 août 2018, p. 199-236.

un fabricant de nombreux matériaux destinés à la construction, mais également dans le transport, la logistique et la livraison.

Pour conclure, la stratégie de diversification des Émirats arabes unis a commencé très tôt avec la redistribution des excédents financiers issus de l'industrie des hydrocarbures à travers le circuit financier mondial et confère aujourd'hui des atouts majeurs pour exister au sein du système de gouvernance mondiale. Ces excédents ont également été utilisés pour fonder des groupes industriels dans les secteurs de l'industrie et de la construction, qui se sont progressivement développés jusqu'à en couvrir d'autres comme l'immobilier, les télécoms ou encore la logistique. Malgré tout, cette stratégie de diversification a été systématisée à travers une action politique concrète lancée par la classe dirigeante, de cette manière, ils cherchent encore à développer de nouveaux secteurs prometteurs, en particulier en attirant les Investissements Directs Étrangers (IDE) et à créer de l'emploi sur leur territoire.

Un processus de diversification économique encore inachevé

Les maux de la société émiratie

Est fréquemment soulignée la malédiction liée aux ressources pour évoquer la situation des pays rentiers (« *Rentier Curse* »⁴⁴), qui seraient plus sujets aux conflits, aux interventions étrangères, aux systèmes autoritaires ou encore à des situations de sous-développement. La « *Rentier State Theory* » développe cette idée selon laquelle les États rentiers⁴⁵ présentent des caractéristiques particulières de développement économique et sont moins enclins à investir dans des stratégies de diversification de l'économie ou dans des investissements à long-terme. Même si ce mouvement théorique a été critiqué par ses nombreux biais d'analyse et présupposés⁴⁶, principalement par rapport à l'autonomie

⁴⁴MALIK, Adeel. « Rethinking the Rentier Curse ». *Combining Economic and Political Development: The Experience of MENA* [en ligne], 2017 [consulté le 12/02/2025] Disponible sur : www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctt1w8h356.10.

⁴⁵Selon Hussein Mahdavy, les États rentiers sont ceux qui reçoivent de manière régulière des rentes extérieures conséquentes versées par des particuliers, des entreprises ou encore des gouvernements étrangers.

⁴⁶HANIEH, Adam, *op. cit.*

de l'État vis-à-vis des classes et du capitalisme, il n'en reste pas moins que les revenus liés aux hydrocarbures ont bel et bien été utilisés pour subventionner les services publics.

De manière générale, les Émirats arabes unis restent encore confrontés à de nombreux enjeux. Le déficit budgétaire menace d'augmenter fortement en raison de la baisse des prix des hydrocarbures qui financent encore une partie importante des recettes de l'État (55 %). Le sujet du chômage représente également un challenge pour deux raisons, la première est que le principal pourvoyeur d'emploi dans le pays est l'État lui-même, cette dépendance au secteur public peut poser un problème sur le long terme si les revenus de l'État baissent. La deuxième raison est l'évolution démographique du pays ; en effet, la proportion de la population ayant moins de 25 ans (34 % en 2017⁴⁷) est très élevée, l'afflux de la population active sur le marché du travail va devoir être pris en charge pour éviter une augmentation incontrôlée du taux de chômage. Enfin, la société émiratie repose sur une exploitation de travailleurs migrants, environ 8,7 millions de migrants travaillent là-bas, ce qui équivaut à 88 % de la population⁴⁸. Leur situation plus que précaire est très problématique. En effet, la situation de ces migrants est régie par le très controversé système « *Kafala* »⁴⁹. Ces migrants venant chercher du travail subissent régulièrement des abus (vols de salaire, frais de recrutement exorbitants, conditions de travail extrêmes⁵⁰). Enfin, de grandes questions sociétales liées à la place de la femme ou encore aux questions sur les droits et libertés politiques des citoyens ont commencé à émerger depuis les révoltes arabes qui ont débuté en 2011. Le monde arabe n'est pas hermétique à ces transformations technologique, économique et culturelle qui viennent bouleverser les sociétés qui, en conséquence, demandent du changement⁵¹. Les Émirats arabes unis se sont placés comme le fer de lance de la contre révolution arabe, en affrontant d'ailleurs

⁴⁷ « United Arab Emirates ». *World Bank Group* [en ligne]. Disponible sur : <https://data.worldbank.org/country/united-arab-emirates>.

⁴⁸ « Migrant Worker Abuses in the UAE and COP28 ». *Human Rights Watch* [en ligne], 2023 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : www.hrw.org/news/2023/12/03/questions-and-answers-migrant-worker-abuses-uae-and-cop28.

⁴⁹FERNANDEZ, Bina. « Racialised Institutional Humiliation through the Kafala ». *Journal of Ethnic and Migration Studies* [en ligne], 2021. Disponible sur : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1369183X.2021.1876555>.

⁵⁰Human Rights Watch, *op. cit.*

⁵¹CAMMACK, Perry ; DUNNE, Michele ; HAMZAWY, Amr ; LYNCH, Marc ; MUASHER, Marwan ; SAYIGH, Yezid & YAHYA, Maha. « Arab Fractures: Citizens, States, and Social Contracts ». *Carnegie Middle East Center* [en ligne], 1^{er} février 2017 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://carnegieendowment.org/research/2017/01/arab-fractures-citizens-states-and-social-contracts?lang=en¢er=middle-east>.

l'organisation des Frères musulmans. Bien que le processus décisionnel politique aux Émirats arabes unis demeure « *top-down* », ces revendications croissantes de la population restent à surveiller.

Une poursuite nécessaire de ces efforts de diversification

Ce déclin n'est pas irréversible et c'est d'ailleurs également pour éviter cette fragilisation du « contrat social » des citoyens émiratis que le pays souhaite développer cette diversification économique. Leur volonté économique est de mettre la priorité sur le développement du secteur privé, ce qui passe par une ouverture sur le monde. Des dispositifs attractifs pour les Investissements Directs Étrangers (IDE)⁵² ont donc été mis en place de manière à réduire les obstacles au commerce⁵³. Une vague importante d'offres publiques de titres de bourse d'entreprises et de partenariats public-privé sur de nombreux projets a par ailleurs été menée depuis 2017. Ainsi, de plus en plus de projets d'infrastructures voient le jour grâce à ce type de collaboration entre acteurs étatiques et acteurs privés (*Mohammed Bin Rashid Al Maktoum Solar Park, Mirfa Seawater Treatment & Transportation Facility Dubai Waste Treatment Centre,...*). Cette ouverture aux privatisations se produit à travers toute une série de nouveaux secteurs prometteurs (santé, énergies renouvelables, logistique, FinTech, intelligence artificielle, numérique, tourisme) qui offrent des opportunités majeures de développement liées à leur expansion certaine. Les Émirats arabes unis sont également devenus la destination la plus accueillante du monde arabe pour commercer en 2019, selon le *World Bank's Ease of Doing Business ranking*⁵⁴.

La classe dirigeante a suivi la même dynamique en ce qui concerne le système éducatif. C'est ainsi qu'il a pu bénéficier d'importants financements d'origine privée ; les Émirats arabes unis sont devenus en 2015 le pays accueillant le plus d'écoles étrangères.

⁵²Les investissements directs étrangers sont les investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer une influence significative sur sa gestion dans le cadre d'une relation à long terme.

⁵³BAHOUT, Joseph & CAMMACK, Perry. « Arab Political Economy: Pathways for Equitable Growth ». *Carnegie Middle East Program* [en ligne], 9 octobre 2018 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://carnegieendowment.org/research/2018/10/arab-political-economy-pathways-for-equitable-growth?lang=en>.

⁵⁴« Ease of Doing Business score ». *World Bank Group* [en ligne], [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://archive.doingbusiness.org/en/data/doing-business-score>.

En outre, une nouvelle tendance est apparue dans la plupart des pays du Golfe et dans les Émirats arabes unis avec l'arrivée de cabinets de *consulting* pour l'élaboration d'une stratégie de diversification. La présence de telles agences auprès des élites politiques et économiques du pays nous aide à comprendre pourquoi ces stratégies sont si orientées vers le marché mondial et en particulier pourquoi ces surplus se réorientent vers des entreprises occidentales⁵⁵.

Enfin, les Émirats arabes unis ont décidé de restructurer leur organisation afin d'optimiser leurs dépenses publiques. Pour ce faire, une réduction dans les financements de projets a été amorcée, par exemple dans la construction d'infrastructures. Ceci a eu des conséquences désastreuses pour les migrants qui ont perdu leur emploi et ont ensuite été la cible de campagnes d'expulsion. Toujours dans la logique de réduction des coûts, la classe dirigeante a mis en place une politique de diminution de la taille et de fait du coût des effectifs du secteur public. Ceci répond également à la volonté de libérer des travailleurs pour accompagner le développement du secteur privé et pour que des citoyens remplacent progressivement la population immigrée. Pour finir, en parallèle de cette réduction des dépenses étatiques, les Émirats arabes unis ont décidé d'augmenter la taxation en particulier sur l'eau, l'électricité et le pétrole. Cela vise à créer un environnement d'affaire plus complet à travers un système fiscal qui soit structuré. Cela est considéré comme une étape nécessaire au développement du secteur privé.

Conclusion

Les Émirats arabes unis ont toujours placé leurs excédents financiers liés à la rente d'hydrocarbures dans le système financier mondial. Ces investissements diversifiés leur confèrent aujourd'hui une certaine puissance et assurent une position confortable sur laquelle il est possible de développer leur économie. Ces surplus ont également rendu possible la création de conglomérats puissants qui occupent une place majeure dans de nombreux domaines. Ces entreprises, formant un schéma relationnel particulièrement

⁵⁵HANIEH, Adam. *Money, Markets and monarchies : The Gulf Cooperation Council and the Political Economy of the Contemporary Middle East*. Cambridge University Press, 2018. 304 p.

complexe qui remanie les frontières communément acquises entre le privé et le public, ont tiré profit de cette situation pour devenir suffisamment solides et compétitives dans cette économie mondialisée. Malgré cela, la société émiratie reste sujette à de nombreux maux. Parmi eux, les opportunités professionnelles pour la jeunesse, le déficit public, le niveau de taxation ou encore les demandes croissantes de reconnaissance de droits et libertés politiques, font peser une menace sur le pays. Bien que les réserves devraient délivrer des hydrocarbures pendant environ 80 ans⁵⁶ et que la valorisation de ce secteur demeure encore centrale dans la stratégie émiratie, la classe dirigeante a entamé depuis une vingtaine d'années une diversification de l'économie nationale. Celle-ci s'est principalement axée autour de l'éducation et d'une ouverture de l'économie sur le monde. Ces réformes marquent un moment de rupture dans la politique des Émirats arabes unis, mais le chemin reste encore sinueux pour répondre à ces problématiques.

Édouard Herbert.

⁵⁶« United Arab Emirates - Country Commercial Guide : Oil and Gas ». *International Trade Administration* [en ligne], 2023 [consulté le 12/02/2025]. Disponible sur : <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/united-arab-emirates-oil-and-gas>.

[KOWEÏT]

DIVERSIFICATION DU KOWEÏT : LES AMBITIONS D'UNE ÉCONOMIE CAPTIVE

Le 30 janvier 2017, le Koweït dévoilait sa nouvelle stratégie de développement « Vision 2035 », une initiative ambitieuse visant une diversification économique d'envergure. Néanmoins, bien des années plus tard, force est de constater que cette diversification, propulsée au-devant des ambitions politiques du pays par quelques 100 milliards de dollars sur 4 ans alloués par l'État⁵⁷, peine à produire des résultats tangibles.

L'histoire pétrolière du Koweït, entamée en 1938, est souvent citée comme un modèle de développement économique, démocratique et social dans la région. L'émirat, qui dispose des sixièmes réserves mondiales de pétrole brut avec 101,5 millions de barils prouvés en 2023, a su tirer parti de ses ressources naturelles⁵⁸. De même, suite à la crise du Covid-19, en 2022, l'activité économique koweïtienne, portée par le redressement des cours du brut, a enregistré une performance exceptionnelle à +8,7 %, soit la deuxième plus forte croissance de la région derrière l'Irak. Néanmoins, dans un contexte global de mutation de l'ordre géopolitique et économique, le Koweït doit aujourd'hui affronter plusieurs défis capitaux, menaçant sa stabilité économique et politique. Le premier de ces enjeux demeure depuis plusieurs années la diversification de son économie, bien trop dépendante de ses ressources en hydrocarbures, ayant pourtant abrité et porté la société koweïtienne contre vents et marées depuis des décennies. Il s'agit alors de comprendre comment le Koweït tente aujourd'hui de procéder à une refonte sociétale inédite vers la diversification de son économie, alors même que les défis s'accumulent et s'entrechoquent pour former un socle instable sur lequel l'État tente sans cesse de trouver son équilibre.

⁵⁷DEVERRE, Donatien. « Plan stratégique Koweït 2035 ». *Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique* [en ligne], 26 novembre 2017. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2017/11/26/plan-strategique-koweit-2035>.

⁵⁸« Kuwait facts and figures ». *OPEC* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.opec.org/kuwait.html>.

"VISION 2035" : un projet ambitieux dans le flou libéral

Le 10 octobre 2024, la mission des experts du FMI au Koweït rendait son rapport à la Banque centrale koweïtienne quant à la situation dans le pays. Avec une croissance en baisse de 3,6 % en 2023 et estimée à 3,2 % en 2024, le FMI, bien que soulignant la stabilité monétaire du Koweït, a évoqué les risques pesants à l'encontre de l'économie, du fait de sa dépendance aux revenus pétroliers.

En 2017, le plan Vision 2035 projetait d'augmenter de 300 % les investissements directs étrangers et d'attirer plus de 1,2 milliard d'euros d'investissements dans divers secteurs. Le développement d'infrastructures touristiques et industrielles devait également accompagner cette transition. L'un des projets phares concernait la transformation de cinq îles (Boubiyan, Faïlaka, Warbah, Miskan, Awhah) en zones franches et en destinations touristiques. En parallèle, la construction de « *Silk City* », une nouvelle ville capable d'accueillir 700 000 habitants et de générer 450 000 emplois, illustre l'ambition du projet. Le développement de nouveaux terminaux à l'aéroport Cheikh Jaber al Ahmad devait renforcer les liaisons nationales et internationales. Par ailleurs, le concept de « *koweïtisation* » a mobilisé les autorités publiques, visant à limiter les flux migratoires et à favoriser l'emploi des nationaux dans le secteur privé. Cependant, en 2023, les résultats restaient modestes avec une proportion de Koweïtiens inchangée à 32 %.

Malgré ces initiatives, les résultats restent décevants. Les dépenses publiques pour 2024/2025, dominées à 80 % par les salaires et les subventions du secteur public, demeurent élevées. De son côté, la *Kuwait Petroleum Corporation* (KPC) prévoit d'augmenter la production de pétrole à 4 millions de barils par jour d'ici à 2035, contredisant les ambitions de diversification. Dans le domaine touristique, seule l'île de Faïlaka a connu des aménagements significatifs. En effet, le système parlementaire en place est souvent présenté comme un frein majeur à la mise en place rapide des projets, du fait de longs débats et blocages amenés par les députés.

La finance comme levier de diversification ?

Face à l'inertie des réformes dans un environnement marqué par la prééminence des hydrocarbures, le secteur financier semble offrir des perspectives intéressantes. En effet, la *Kuwait Investment Authority* est l'un des fonds souverains les plus importants au monde, gérant plus de 800 milliards de dollars et affichant une position nette d'inventaire équivalant en moyenne à 470 % du PIB. Par ailleurs, les banques locales se distinguent par une capitalisation remarquable et une rentabilité élevée. Cette stabilité est aujourd'hui considérée comme une manne financière propice au développement de nouveaux secteurs d'activité dans le pays. Cependant, ces performances restent étroitement liées à la prospérité pétrolière, limitant leur rôle à celui de levier pour le secteur privé dans une transition économique.

La situation régionale : quand la géopolitique s'invite sur les marchés

Enfin, la situation géopolitique du Koweït est évidemment un facteur aggravant dans la difficulté du pays à accéder à la diversification. D'abord, la pétromonarchie est soumise aux décisions prises par son grand frère saoudien en matière de politique pétrolière, notamment dans le cadre de l'OPEP. D'autre part, les tensions avec l'Iran, spécifiquement autour du champ gazier d'Al Dorra, ajoutent une pression diplomatique notable, et soulignent l'importance encore prégnante de l'acquisition de nouveaux terrains de jeu en hydrocarbures. Et puis, la situation de guerre entre Israël, le Hamas et désormais le Liban ne fait qu'exacerber les failles du système économique koweïtien, bien trop dépendant de ses revenus tirés de l'or noir, dont les courbes doivent encaisser les chocs sans broncher. Toute perturbation dans cette zone, en particulier dans les voies maritimes critiques comme le détroit d'Ormuz, affecte directement le transport du pétrole koweïtien. Ainsi, les principaux importateurs de pétrole koweïtien, notamment en Asie, suivent de près la situation géopolitique. En cas de conflit prolongé ou d'intensification des tensions, ils peuvent chercher à diversifier leurs sources d'approvisionnement, réduisant potentiellement la demande pour le brut koweïtien et accentuant les variations de prix.

Clémence Morice.

[OMAN]

OMAN : DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET NEUTRALITÉ, CLÉS D'UNE RÉSILIENCE GÉOPOLITIQUE

Oman : Une nation à la croisée des enjeux régionaux et internes

Oman, situé à l'entrée stratégique du détroit d'Ormuz, est un pays dont l'identité culturelle et religieuse unique s'inscrit dans un contexte géopolitique complexe. Majoritairement ibadite, une branche modérée du kharijisme⁵⁹, Oman se distingue au sein d'une région dominée par le sunnisme et le chiisme. Ce particularisme religieux, souvent méconnu, joue un rôle central dans l'approche pacifique et équilibrée du sultanat, tant sur la scène nationale qu'internationale⁶⁰.

Cette singularité, conjuguée à sa neutralité politique, confère à Oman un rôle-clé dans les relations entre les grandes puissances régionales. En tant que membre fondateur du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Oman affiche une posture diplomatique qui privilégie le dialogue et la médiation. Cette position s'oppose parfois aux stratégies plus interventionnistes de ses voisins, comme l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis, et lui permet de servir de pont dans les négociations entre Téhéran et Riyad⁶¹. Toutefois, cette image de stabilité et d'équilibre est mise à l'épreuve par des défis internes croissants, liés notamment à une économie fortement dépendante des hydrocarbures.

Une économie sous tension : dépendance au pétrole et réformes nécessaires

⁵⁹Il s'agit du premier mouvement religieux et politique de l'islam.

⁶⁰« Oman, médiateur du Golfe ? Caractéristiques d'une diplomatie singulière ». *Les Clés du Moyen-Orient* [en ligne], 8 mars 2019 [consulté le 31/01/2025]. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Oman-mediateur-du-Golfe-Characteristiques-d-une-diplomatie-singuliere.html>.

⁶¹« Oman. Incertitudes économiques, défis sociaux ». *Orient XXI* [en ligne], 4 août 2020 [consulté le 31/01/2025]. Disponible sur : <https://orientxxi.info/magazine/oman-incertitudes-economiques-defis-sociaux,3844>.

L'économie omanaise repose encore largement sur ses ressources pétrolières, qui représentent environ 80 % des recettes de l'État⁶². Cette dépendance structurelle aux hydrocarbures rend le pays particulièrement vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux du pétrole. La chute des prix de l'or noir au cours de la dernière décennie a exacerbé une crise économique déjà latente, marquée par un déficit budgétaire important et une dette publique croissante. Ces difficultés financières se sont aggravées avec la pandémie de Covid-19, qui a paralysé le secteur privé et mis en lumière la nécessité urgente de diversifier les sources de revenus du pays.

Face à ces défis, le sultanat a lancé en 2021 le programme « Vision 2040 », un projet ambitieux visant à réduire sa dépendance aux hydrocarbures. Ce plan met l'accent sur des secteurs tels que le tourisme, la pêche, les énergies renouvelables et les nouvelles technologies. Par ailleurs, des efforts sont entrepris pour attirer des investissements étrangers, notamment dans les infrastructures et le développement industriel. Cependant, la transition économique se heurte à plusieurs obstacles, parmi lesquels des résistances sociales liées à une allocation budgétaire toujours dominée par les dépenses militaires, qui représentaient 12 % du PIB en 2017 – bien qu'elles soient en constante décroissantes depuis 2016.⁶³

Sur le plan social, le chômage, en particulier chez les jeunes, reste un enjeu majeur. Le gouvernement a ainsi choisi d'adapter plusieurs mesures pour favoriser l'emploi des Omanais, et ce notamment par le biais de lois limitant le recours à la main-d'œuvre étrangère. En effet, l'ambition était de veiller à la protection de ses citoyens (4,4 millions) qui sont très minoritaires dans le secteur privé (260 000 sur 2 millions d'étrangers)⁶⁴. Malgré ces efforts, de nombreux Omanais continuent de chercher des opportunités dans

⁶² Direction générale du Trésor. « Situation économique et financière du Sultanat d'Oman (août 2017) ». *Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique* [en ligne], 26 août 2017 [consulté le 31/01/2025]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2017/08/26/situation-economique-et-financiere-du-sultanat-d-oman-aout-2017>.

⁶³ « Oman. Incertitudes économiques, défis sociaux », *op. cit.*

⁶⁴ MÜLLER, Quentin. « À Oman, les locaux priés de se mettre au boulot ». *Libération* [en ligne], 23 janvier 2019 [consulté le 31/01/2025]. Disponible sur : https://www.liberation.fr/planete/2019/01/23/a-oman-les-locaux-pries-de-se-mettre-au-boulot_1704978/.

des pays voisins plus prospères, tels que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les limites du modèle économique national omanais sont certaines.

Le défi de la diversification économique : « Oman Vision 2040 »

Investissements dans les infrastructures et la pêche

La diversification économique, bien qu'indispensable, reste un défi complexe dans un pays où les structures traditionnelles jouent un rôle prédominant. L'un des secteurs les plus prometteurs est la pêche, qui constitue une ressource renouvelable et un pilier de la stratégie « Vision 2040 ». Dans le dessein de rendre la pêche omanaise plus rentable, des investissements massifs sont nécessaires dans des infrastructures modernes, telles que des ports de pêche équipés de technologies avancées pour la réfrigération et la transformation du poisson, ainsi que dans la formation des pêcheurs locaux à des pratiques durables.

En outre, le sultanat soutient activement les petites et moyennes entreprises (PME) en facilitant l'accès au financement et en mettant en place des incubateurs pour les *start-up*. Le gouvernement encourage également les partenariats public-privé, offrant des opportunités aux investisseurs nationaux et internationaux.⁶⁵

Stabilité régionale et sécurité du détroit d'Ormuz

Assurer la sécurité du détroit d'Ormuz est non seulement une priorité pour Oman, mais également un élément central de la stabilité régionale. Depuis le lancement de Vision 2040, Oman a renforcé sa capacité militaire navale pour protéger ses eaux territoriales.⁶⁶ Il participe à des initiatives internationales, comme les exercices conjoints avec les marines étrangères (marine française, marines indienne et pakistanaise ou la *royal navy* qui dispose notamment d'une base logistique à Duqm à Oman), et promeut une

⁶⁵« Sultanat d'Oman : les défis du développement ». *France 24* [en ligne], 18 janvier 2022 [consulté le 31/01/2025]. Disponible sur : www.france24.com/fr/moyen-orient/20220118-sultanat-d-oman-les-d%C3%A9fis-du-d%C3%A9veloppement.

⁶⁶« Oman, médiateur du Golfe ? Caractéristiques d'une diplomatie singulière », *op. cit.*

diplomatie proactive pour maintenir la paix dans la région. Oman se positionne ainsi comme un chef de file en matière de stabilité maritime.

Entre neutralité et médiation sur la scène régionale

Malgré ses difficultés internes, Oman reste un modèle de stabilité dans une région souvent marquée par les conflits. La neutralité diplomatique du sultanat, héritée de décennies de pragmatisme politique, lui permet de maintenir des relations cordiales avec tous ses voisins, y compris ceux engagés dans des rivalités régionales telles que l'Arabie saoudite et l'Iran. Ce positionnement stratégique a fait d'Oman un médiateur privilégié, notamment dans les discussions sur le programme nucléaire iranien ou dans les efforts pour résoudre la guerre au Yémen. À titre d'exemple, Oman a accueilli des pourparlers discrets entre les factions yéménites en 2020, renforçant ainsi son rôle de facilitateur⁶⁷.

Cette approche pacifiste renforce également la crédibilité du sultanat sur la scène internationale, où il est souvent perçu comme un acteur modérateur. Cette image de neutralité est d'autant plus précieuse que le Golfe reste une région-clé pour l'économie mondiale. La stabilité d'Oman s'inscrit alors comme gage de sécurité pour le transit des ressources énergétiques.

Pour conclure, en combinant neutralité diplomatique et diversification économique, Oman cherche à se positionner comme un modèle de résilience dans une région en perpétuelle ébullition. Le succès du programme Vision 2040 dépendra de la capacité du sultanat à surmonter les obstacles sociaux et économiques tout en maintenant sa stabilité régionale. Fort de sa situation géographique stratégique et de son rôle de médiateur, Oman demeure un acteur incontournable au sein du Moyen-Orient.

Pauline Regazzi

⁶⁷« Oman. Incertitudes économiques, défis sociaux », *op. cit.*

[QATAR]

LA MONTÉE EN PUISSANCE DU QATAR : ÉQUILIBRE ENTRE STRATÉGIES ÉCONOMIQUES ET DIPLOMATIE DANS LE GOLFE PERSIQUE

Depuis le début des années 2000, le Qatar multiplie ses investissements sur la scène internationale dans de nombreux domaines. Le petit émirat du golfe Persique, principalement reconnu pour son importante détention de gaz, a réussi à développer une stratégie économique efficace qui continue de l'ériger aux rangs des plus grands exportateurs de gaz mondiaux mais aussi des États aux plus fortes richesses.

Le contexte historique

Le Qatar obtient son indépendance le 3 septembre 1971. Sous protectorat britannique depuis la Première Guerre mondiale, il affirme sa volonté d'être un État indépendant, refusant une intégration à une potentielle fédération des États des Émirats arabes unis. Situé dans le golfe Persique, il est entouré de l'Arabie Saoudite, du Bahreïn et des Émirats arabes unis. À la suite de son indépendance, le Qatar se forme une place dans la région et prouve sa légitimité à l'international en intégrant l'Organisation des Nations-Unies (ONU), la Ligue arabe ou encore le Conseil de Coopération des États arabes du Golfe. C'est en 1939, encore sous le protectorat des Anglais, que des gisements de pétroles sont découverts à Dukhan, sur la côte ouest de l'émirat. Ces premiers gisements seront exploités dix ans plus tard et la découverte de cette richesse pétrolière s'étend dans les années 1960 au large de la côte orientale. Dès lors, on parle de production *offshore*. Cette exploitation des hydrocarbures s'étend dès l'année de l'indépendance du Qatar avec la découverte du gaz dans la mer du golfe Persique. Cette découverte, opérée par la compagnie britannique Shell, concerne principalement deux États : le Qatar et l'Iran qui, dès lors, doivent se partager les ressources du plus grand gisement de gaz naturel au monde. Ce gisement est nommé « *North Field* » par le Qatar et son exploitation débute en 1988.

La stratégie économique qatarienne

L'exploration des sous-sols et l'exploitation des richesses de ceux-ci a permis au Qatar de s'ériger aux rangs des pays les plus riches du monde. Pour les années 2022 et 2023, il constituait le 10^e pays le plus riche avec un PIB par habitant s'élevant à 87 480,4\$.⁶⁸ Le Qatar représente un petit émirat, souvent comparé à Paris au niveau de son nombre d'habitants. Il possède une superficie moindre : de 11 571 km², face à son voisin saoudien. Pour autant, la stratégie adoptée par les émirats qui se sont succédé au trône a permis de dépasser ces limites.

Le Qatar se permet d'adopter une double stratégie qui consiste dans un premier temps à tirer parti de ses ressources en hydrocarbures et dans un second temps à élargir son portefeuille d'activités.

L'exploitation des ressources en hydrocarbures

Lorsque le Qatar commence à exploiter le gazier *North Field*, il décide d'opter pour une exportation maritime. Le procédé sélectionné est donc celui du gaz naturel liquéfié : le GNL. Rapidement, l'exportation ne s'étend plus seulement aux pays voisins mais également au continent asiatique, dès 1997, puis européen et américain. En 2023, le Qatar est alors le deuxième pays exportateur de gaz au monde avec 128 milliards de m³ tout gaz confondu, derrière la Russie⁶⁹. Le secteur d'activité le plus lucratif pour le Qatar est ainsi celui des hydrocarbures : en 2022, ce secteur représentait 37 % du PIB réel et 85 % des recettes de l'État. Au-delà d'être la principale ressource économique du pays, la rente gazière devient une priorité pour celui-ci. Face à l'enjeu de la baisse des réserves dans le futur, le Qatar s'organise encore plus activement depuis l'arrivée au pouvoir de Tamim ben Hamad al Thani en 2013 pour diversifier son économie et investir dans des secteurs lucratifs et durables.

L'élargissement du portefeuille d'activités

⁶⁸« PIB par habitant (\$ US courants) ». *Banque Mondiale* [en ligne], 2024 [consulté le 11 décembre 2024]. Disponible sur : https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?end=2023&most_recent_value_desc=t.

⁶⁹« Introduction to low Carbon Gas Technologies ». *International Gas Union* [en ligne], 2024 [consulté le 11/12/2024]. Disponible sur : <https://www.igu.org/resource-list/report/>.

La modernisation du Qatar a lieu dès 1995. En ce sens, le secteur de la culture, de l'éducation et de l'entreprenariat sont valorisés. Ainsi, en 2005, la *Qatar Investment Authority* (QIA) est créée. Il s'agit d'un fond souverain alimenté par les revenus en hydrocarbures et permettant de réinvestir dans de nombreux secteurs-clés pour le soft power du pays : l'art, le sport, le milieu bancaire... La diplomatie sportive est, en effet, une priorité pour le Qatar qui réalise d'importants investissements dans ce domaine, comme avec le rachat du club de football parisien « Paris Saint Germain » (PSG) en 2011. Au-delà de l'aspect économique, la présence qatarie dans de nombreux événements sportifs (au Qatar Prix de l'Arc de Triomphe, dans les grands prix de formule 1 et de Moto GP ou encore pour le triathlon IRON MAN), permet un rayonnement international certain pour l'émirat. Plus significatif encore, le Qatar a démontré sa volonté et sa capacité de *soft power* avec l'organisation de la *Fifa World Cup* en 2022 sur son territoire, malgré de nombreux scandales humanitaires. Cette stratégie économique qu'énonçait déjà en 2010, l'émir Hamad ben Khalifa al Thani au Fonds Monétaire International (FMI), d'un budget national financé autrement que par les hydrocarbures progresse en véritable stratégie d'influence depuis 2013. Le Qatar est perçu comme un partenaire important pour l'Occident, notamment avec la France où les relations dans le domaine gazier mais aussi militaire, économique et culturel sont significatives.

La place du Qatar au sein des relations internationales

Depuis son indépendance le Qatar tend à entretenir des relations pacifiées avec ses voisins. Cependant, ses stratégies politiques et ses choix diplomatiques ont souvent été source de conflits dans le golfe Persique.

Des relations pacifiées

Le Qatar partage avec l'Iran la réserve de gaz du Nord de la péninsule l'incitant à conserver un dialogue pacifié et courtois avec celui-ci. Paradoxalement, le Qatar est aussi un allié des États-Unis avec, sur son territoire, l'importante base américaine al

Udeid qui héberge six mille des dix mille soldats américains présents au Moyen-Orient⁷⁰.

Des relations antagoniques

Avec ses voisins, l'émirat entretient des relations plus compliquées voire même conflictuelles selon les évènements. En 2017, le Qatar est ostracisé par l'ensemble de ses voisins. Cette mise à l'écart survient à la suite de multiples accusations envers le Qatar de soutien au terrorisme et de rapprochements trop poussés entre l'émirat et les Frères musulmans, mais aussi avec les groupes du Hamas ou encore du Hezbollah. Ces relations sont perçues comme constituant une menace pour ses voisins, mais aussi par Donald Trump entraînant une rupture commerciale et diplomatique entre les États de la région et le Qatar.

L'Arabie saoudite soutenue par le Bahreïn et les Émirats arabes unis n'approuvent pas les relations qu'entretiennent le Qatar et l'Iran. C'est dans ce sens que le Qatar, dans sa logique de résilience et de profil bas les années suivant cette crise diplomatique, quitte l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). L'embargo mené par ses trois voisins (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis) et l'Égypte à son encontre prend fin en 2021, grâce à une mission médiation menée par les États-Unis et le Koweït. Depuis, le Qatar poursuit sa politique étrangère se traduisant par un « équilibre » avec les différents acteurs de la région. Du côté de l'Occident, en 2022 les États-Unis accordaient au Qatar la qualification de « *meilleur allié hors-OTAN* ». L'élection récente de Donald Trump peut laisser craindre que cette situation ne soit pas immuable. Pour autant, ses relations avec l'Occident sont assurément solides depuis la guerre en Ukraine qui a suscité une demande accrue des hydrocarbures qataris, plaçant ainsi Tamim ben Hamad al Thani en partenaire de premier ordre dans la région.

Élisa Chemin

⁷⁰AFP. « Doha annonce l'agrandissement d'une importante base militaire américaine ». *L'Orient Le Jour* [en ligne], 24 juillet 2018 [consulté le 03/12/2024]. Disponible sur : <https://www.lorientlejour.com/article/1127017/doha-annonce-lagrandissement-dune-importante-base-militaire-americaine.html>.

